

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 56  
Excusés : 18  
Absents : 6

**REUNION DU 12 AVRIL 2021**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI DOUZE AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX AVRIL DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

## ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. HAN Bo, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

## EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YERRO Georges-Marie,

## AYANT DONNE POUVOIR A

Mme BRAIHIM Marwa, Mme LAGNEAU Muriel, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BELMOUDEN Fatima, M. GESELL Quentin, M. LAPORTE Pierre, M. CARRE Julien, M. MILLARD Jean-Luc, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François, M. MEIGNEN Thierry, M. BAILLON Jean-François, Mme MENDES Odette, Mme FAOUZI Hanane, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. HAN Bo, M. CHAUSSAT Jacques, M. DACHIVILLE Romain,

## ABSENTS

M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUR Patricia, M. CHAVAROC Grégory, M. EL KOURADI Fouad, Mme KHATIM Karima, Mme YOUSSEF Méliissa.

## SECRETAIRE DE SEANCE

M. BAILLON Jean-François

## DELIBERATION N° 41 – HABITAT – MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°166 DU 7 DECEMBRE 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION (PERMIS DE LOUER)

### **Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Micaël VAZ,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L635-1 à L635-11 et L634-1 à L634-5,

**Vu** la loi Elan permettant de déléguer la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, aux communes qui en font la demande,

**Vu** le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes d'autorisation préalable de mise en location,

**Vu** la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

**Vu** le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

**Vu** le Programme local de l'habitat de la communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget,

**Considérant** les données du parc privé potentiellement indigne issues du Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne de Seine-Saint-Denis 2018-2021,

**Considérant** la nécessité d'enrayer le processus de déqualification du bâti et de lutter contre toutes formes de mal-logement en recourant à des actions préventives et coercitives permettant de sanctionner tous contrevenants,

**Considérant** que la mise en œuvre de ces dispositifs de proximité doit se faire à l'échelle communale pour être plus efficace,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20210412-41-12-04-2021-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2021  
Date de réception préfecture : 23/04/2021

**Considérant** que l'objectif de ce dispositif est de rendre obligatoire pour les propriétaires bailleurs dont les logements ne sont pas conventionnés, la demande d'autorisation préalable de mise en location,

**Considérant** précisant la nature du dispositif à mettre en œuvre, les périmètres d'intervention et la demande de délégation de mise en œuvre et de suivi dudit dispositif,

**Considérant** que suite à la saisine de la commune de Drancy en date du 2 novembre 2020, le territoire a délégué à la commune la mise en œuvre et le suivi de l'autorisation préalable de mise en location par délibération en date du 7 décembre 2020,

**Considérant** que par courrier en date du 29 mars 2021, la commune de Drancy a souhaité porter une modification à la mise en œuvre du dispositif en demandant que pour les biens de moins de dix ans, le dispositif de déclaration de mise en location se substitue à l'autorisation préalable de mise en location.

**Considérant** que le dispositif de déclaration de mise en location doit entrer en vigueur dans un délai minimal de six mois à compter de la publication de la délibération l'instaurant et que la délibération exécutoire doit être transmise à la Caisse d'allocations familiales et à la Caisse de Mutualité sociale agricole,

**Considérant** que lorsqu'une personne met en location un logement sans remplir cette obligation de demande d'autorisation préalable ou de déclaration de mise en location, le Préfet peut, après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé, ordonner le paiement d'une amende d'un montant maximal de 5 000 € versée à l'Agence Nationale de l'Habitat.

#### **Après en avoir délibéré :**

- **Rappelle que** sur la commune de Drancy est mis en place le dispositif de déclaration de mise en location ainsi que l'autorisation préalable de mise en location sur les zones référencées UG dans le plan local d'urbanisme,
- **Modifie** la délibération n°166 du 7 décembre 2020 en précisant que pour les biens de moins de dix ans, le dispositif de déclaration de mise en location se substitue à l'autorisation préalable de mise en location.
- **Décide de** déléguer à la commune la mise en œuvre et le suivi de l'autorisation préalable et de la déclaration de mise en location,
- **Dit** que la commune de Drancy adressera à l'EPT Paris Terres d'Envol un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation,
- **Dit qu'il** sera possible d'utiliser la voie électronique pour effectuer auprès de la commune les demandes relatives à ces dispositifs,
- **Dit** que le dispositif de déclaration de mise en location entrera en vigueur six mois à compter de la publication de la présente délibération,
- **Dit** que la présente délibération sera transmise à la Caisse d'allocations familiales et à la Caisse de Mutualité sociale agricole,
- **Dit** que le non-respect du dispositif exposera tout contrevenant aux poursuites et sanctions prévues par les lois et règlements,
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif,

**Adopté à l'unanimité**



Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**